

Histoire CFDT 44

- Cahier n° 6 -

Châteaubriant

L'Union locale CFDT

en

Mai 1968



Sommaire

	Page
Quel Mai 68 à Châteaubriant ?	3
Début 68 : un terreau favorable à la contestation	5
Châteaubriant en 1968	6
L'Union locale CFDT en mai 68	7
Toute une région le 8 mai, tout un pays le 13 mai	8
Au nouveau lycée, les jeunes se font entendre !	9
L'enjeu du mouvement social pour la CFDT	10
Le Castelbriantais en grève	11
« L'ensemble de notre cité est plongé dans le mouvement qui traverse notre pays »	12
L'enseignement en grève	14
Mai 68 : la fin du contrôle pesant du pouvoir politique ?	15
Fin mai : les manœuvres politiques commencent	16
Témoignages – suite	18
Chez Huard, huit jours après la reprise, nouvelle grève !	19
Législatives de juin : cruelle déception	20
Continuons le combat syndical	21
Conclusion	22

Quel Mai 68 à Châteaubriant ?

Le cinquantenaire de Mai 68 a fait naître de nombreuses initiatives permettant de revivre ou de découvrir ces événements et de les analyser.

Notre Groupe Histoire a récemment publié « Le mai 68 de la CFDT en Loire-Atlantique ». Ce livre présente le témoignage de Daniel Palvadeau, alors secrétaire de l'Union Départementale CFDT et un des acteurs directs de ce puissant mouvement social. Nantes et Saint-Nazaire étant à la fois les deux principales agglomérations du département et les bastions industriels les plus importants, le récit du conflit au jour le jour leur accorde la première place. Mais ce texte rédigé dès l'été 68 n'est pas exhaustif et Daniel Palvadeau le souligne d'ailleurs lui-même bien volontiers.

Par ce Cahier n° 6, le Groupe Histoire CFDT 44 a voulu redonner toute sa place au mouvement de mai 68 à Châteaubriant. Comment le monde ouvrier s'est-il mobilisé dans cette petite ville, au cœur d'un milieu rural très conservateur, sans université ni étudiants ? Quel rôle ont joué les paysans ? Comment au quotidien la population a-t-elle vécu ce mouvement d'ampleur nationale ?

Les documents d'archives ont fourni la base des informations mais nous avons également tenu à écouter les acteurs de cette période. La mémoire vivante qui s'exprime dans les témoignages est précieuse et permet de donner vie aux informations factuelles. Présente depuis longtemps dans ce territoire, la CFDT a joué pleinement son rôle grâce à l'implication et à la détermination de ses adhérents et militants.

Ajouté au livre « Le Mai 68 de la CFDT en Loire-Atlantique », ce Cahier n° 6 porte un regard précis sur Châteaubriant. Il ajoute une pierre à la construction de l'histoire du mouvement social de Mai 68, mouvement si puissant qu'au-delà des grandes villes et des bastions ouvriers, il a pénétré l'ensemble du pays et de la société française.

**GROUPE
HISTOIRE
CFDT 44**



BRETAGNE
PAYS DE LOIRE

MERCREDI 8 MAI

TOUS ENSEMBLE

DANS L'ACTION



A TRAVERS le pays, de nombreuses manifestations contre le chômage se sont déjà déroulées et nos régions sont solidaires des luttes de la classe ouvrière.

A l'appel des confédérations C.F.D.T. et C.G.T. de puissantes manifestations régionales et départementales auront lieu dans les prochaines semaines.

C'est le mercredi 8 Mai, que les travailleurs et travailleuses de nos 9 départements de l'Ouest affirmeront leur volonté d'assurer :

- **La garantie de l'emploi,**
- **L'amélioration du niveau de vie,**
- **La reconquête de la Sécurité Sociale,**

Une politique économique et sociale conforme à ces objectifs, radicalement opposée au pouvoir actuel, suppose l'établissement d'une démocratie authentique, toute orientée vers les besoins du peuple.

L'OUEST VEUT VIVRE

Les difficultés de notre région touchent tous les travailleurs, toutes les familles ouvrières, quel que soit le secteur d'activité, privé, public, ou nationalisé, car c'est le sort des jeunes générations qui se joue aujourd'hui.

- Entreprises en réduction d'horaires et d'effectifs, quand elles ne ferment pas leurs portes ;
- Jeunes classés comme chômeurs avant d'avoir travaillé ;
- Salaires inférieurs de près de 40 % à ceux de la région parisienne ;
- Equipements sociaux et culturels (hôpitaux - écoles - logement, etc...) en retard, même sur les prévisions d'un plan pourtant réactionnaire.

Le Patronat et le Gouvernement croient-ils que les travailleurs de nos départements soient décidés à supporter longtemps une pareille situation ?

Début 68,

un terreau favorable à la contestation

La principale caractéristique de Mai 68 en Loire-Atlantique est d'avoir vu la conjonction des trois mouvements étudiant, ouvrier et paysan. Une dynamique de réflexions et d'initiatives communes pour l'emploi et le développement économique était déjà engagée dans l'Ouest entre syndicats ouvriers et paysans. Elle avait débouché sur l'accord du 15 mars 1968 ainsi que sur la journée d'action interprofessionnelle du 8 mai dans les deux régions, Bretagne et Pays de la Loire.

A Nantes comme à Paris, les prémices du mouvement de Mai-Juin 68 se sont manifestées d'abord en milieu étudiant avec une certaine ébullition dès fin 1967. A Paris, les barricades et les affrontements violents au Quartier latin dans la nuit du 10 au 11 mai 1968, ainsi que les nombreuses arrestations ont entraîné une journée de grève interprofessionnelle de solidarité avec les étudiants le lundi 13 mai à l'appel des confédérations syndicales.

L'entrée en mouvement des travailleurs, à travers la grève générale le plus souvent avec occupation des locaux, va donner à Mai 68 sa dimension historique. La Loire-Atlantique a été en pointe avec le démarrage dès le 14 mai, à l'usine Sud-Aviation de Bouguenais, de la première grève illimitée avec occupation, qui s'étendra rapidement dans les jours suivants. Rappelons que la Loire-Atlantique était alors un département à dominante industrielle avec de nombreuses grandes entreprises dans les bastions de Nantes et Saint-Nazaire ainsi que dans une moindre mesure à Châteaubriant et Ancenis. Les organisations syndicales y étaient bien implantées et combatives, et la CFDT occupait souvent une place majoritaire.

Sur le plan social, des difficultés économiques apparaissent dans certains secteurs, comme la construction navale ou l'aéronautique, même si 1968 marque l'apogée des années de forte croissance et de plein emploi. Inquiète de cette dégradation, la CFDT de Loire-Atlantique a d'ailleurs publié en mars 68 un « Livre noir de l'emploi ». Même si les conditions de vie s'améliorent, les attentes sont fortes et les revendications nombreuses. La durée du travail reste nettement supérieure aux 40 heures obtenues en 1936. Le SMIG (qui deviendra le SMIC en 1970) a pris du retard sur l'évolution des prix et des salaires.

Les négociations interprofessionnelles avec le patronat sont alors au point mort. Le syndicalisme n'est toujours pas reconnu dans l'entreprise et les relations sociales sont fondées sur un modèle strictement hiérarchique. L'accord national d'unité d'action CGT-CFDT de janvier 1966 a sans nul doute joué un rôle favorable dans le changement de climat social, en particulier en Loire-Atlantique où la culture unitaire est forte. Déjà, en 1967, la longue grève des Mensuels de la métallurgie à Saint-Nazaire a fortement marqué l'opinion.

Enfin, le contexte politique est marqué par une réelle usure du pouvoir gaulliste, affaibli par le résultat des élections législatives de mars 1967. Les ordonnances sur la Sécurité Sociale de mai 1967 ont mis en colère les organisations syndicales qui y voient une atteinte à la démocratie sociale. Ces tensions influent sur les événements de 1968 et participent à donner une coloration très politique aux événements, en particulier à travers le slogan « Dix ans, ça suffit ».

Ce contexte général brossé à grands traits doit de toute évidence être précisé pour chaque région, département ou ville. Le mouvement de Mai 68 présente à Châteaubriant des caractéristiques propres liées à des facteurs multiples : la taille de la ville, sa situation excentrée en Loire-Atlantique, la nature de son activité économique, son environnement rural, son ancrage politique. C'est le Mai 68 de Châteaubriant.

Et comme dans tout l'Ouest de la France, il commence le 8 mai suite à un très large appel intersyndical qui emmène les Castelbriantais manifester à Nantes. Puis, dès le 13 mai le mouvement social se développe à Châteaubriant même et dans sa région.

Châteaubriant en 1968

Située entre Nantes, Rennes, Laval et Angers, Châteaubriant est la principale ville du nord du département. Sous-préfecture, elle vit surtout de son activité métallurgique au cœur d'une région agricole de polyculture-élevage. Dès le XVII^e siècle, les forges dans les communes de Sion-les-Mines, Moisdon-la-Rivière et Riaillé ont fait travailler plusieurs centaines de personnes dans une vingtaine de métiers différents. Mais au XIX^e siècle, l'évolution des techniques va entraîner le déclin des forges et l'apparition du machinisme agricole.

Partout en France, l'agriculture se modernise progressivement. À Châteaubriant, se développe l'entreprise fondée par Jean Huard en 1869 et qui est considérée comme la locomotive économique et sociale de la ville. C'est une société familiale et paternaliste, véritable institution perçue comme le principal pourvoyeur d'emplois de la région. Elle emploie 1 650 salariés dont environ 550 à la fonderie.

Au début des années 1960, une enquête de la Commission des Questions économiques et sociales de l'Union locale CFTC indique que la métallurgie continue d'être la première source d'emploi ; presque un homme sur deux travaille dans ce domaine d'activité. On estime que 20 % des emplois à Châteaubriant sont occupés par des personnes habitant hors agglomération, dans un rayon de quinze kilomètres. De nombreux ouvriers sont originaires du milieu rural où ils continuent à résider. Ils n'ont donc pas à quitter leur logement, leur milieu et leur famille. Ouvriers chez Huard, ils perçoivent un salaire auquel s'ajoute un revenu de complément car ils ont gardé une petite "biquerie", c'est-à-dire quelques prés et quelques animaux, mais ne permettant pas de procurer un revenu suffisant pour en vivre.

L'organisation du temps de travail en équipe, considérée comme déstabilisante par les ouvriers traditionnels, laisse pour l'exploitant ou le fils d'exploitant une demi-journée de libre pour le travail à la ferme. Le statut d'ouvrier-paysan est significatif de la transition économique qui s'opère depuis les années soixante. Ne se disait-il qu'à la période des foins, quand il y avait grève, elle était bien suivie car on avait du travail à faire à la ferme ?

Le tissu industriel s'étend autour de Châteaubriant, par exemple à Issé avec ATLAS, manufacture de plastiques.

Châteaubriant est encore en 1968 un nœud ferroviaire avec trois lignes vers Nantes, Rennes et Sablé. Entre la gare proprement dite, les équipes pour l'entretien des voies, le dépôt pour la réparation des locomotives, un « Bureau unique » pour les

marchandises, la SNCF emploie presque quatre-vingts cheminots dans le Castelbriantais.

Dans cette sous-préfecture, on trouve également de nombreux services qui sont des foyers d'emplois : l'hôpital, la clinique, les Impôts, EDF, les Postes et les Télécommunications avec 150 salariés pour cette seule entreprise. Les femmes représentent moins de 30 % de la population active, principalement dans la santé, l'industrie textile et le commerce. Dans un couple dont l'homme est ouvrier chez Huard, le plus souvent la femme est sans emploi.

Les Trente Glorieuses sont une période de forte croissance non seulement économique mais aussi démographique. De 1962 à 1968, la population de Châteaubriant connaît une augmentation de plus de 10 %. En 1968, elle s'élève à 11 986 habitants. Un nouveau lycée est construit, les commerces se développent.

Mais les salaires sont bas et le chômage commence à apparaître, notamment avec des réductions d'horaires chez Huard. Ce sont les préoccupations quotidiennes des militants de la CFDT. Les évolutions économiques et technologiques les conduisent à réfléchir également aux formations qui ne préparent pas suffisamment aux emplois, au peu d'emplois qualifiés proposés aux jeunes diplômés ainsi qu'à la nécessité pour la formation professionnelle d'être suffisamment générale à sa base afin que les salariés soient capables de s'adapter aux évolutions. Pour la CFDT, le socialisme démocratique est alors une perspective pour transformer la société.

Dans cette ville ouvrière, la vie sociale et syndicale est dynamique. Composé de syndicalistes salariés et agricoles, un « Groupe d'Etudes socialistes », ouvert à tous les courants de pensée de gauche est particulièrement actif depuis 1966/1967. S'y retrouvent donc des syndicalistes de la CFDT comme Jean Gilois, André Roul, Gérard Fleury, Louis Dubosq, Bernadette Poiraud, aux côtés des agriculteurs comme Bernard Lambert, Henri Baron, Amand Chatellier, René Philippot mais aussi de nombreuses autres personnes. Ce groupe de réflexion est ouvert à tous mais la gauche communiste n'y participe pas.

On y refait déjà le monde, discutant plus-values, propriété de la terre, capitalisme, droit syndical, éducation... Des débats qui remettent en cause les idées communément admises et obligent à voir plus loin.

Les esprits sont déjà prêts pour faciliter l'éclosion du court printemps de Mai 68 à Châteaubriant.

L'Union locale CFDT en 1968

Un large Conseil réunit régulièrement des représentants des syndicats : Métaux, la Minière de Rougé, Cheminots, Habillement et Textile, Commerce de Gros et Détail, Industries Chimiques, Construction et Bois, ainsi que des représentants de syndicats départementaux : EDF-GDF, PTT, Enseignement public et privé, Hospitaliers et la section locale des Vieux Travailleurs.

La CFTC était implantée depuis longtemps dans les entreprises et en 1964 s'est continuée (selon l'expression confédérale) dans la CFDT en conservant ses implantations. La métallurgie étant le plus gros employeur de Châteaubriant, il est normal qu'elle fournisse de nombreux militants dont André Roul, secrétaire du syndicat des Métaux, et René Rallu, membre du Bureau départemental où il répercute les préoccupations castelbriantaises. Il participe aussi aux travaux de la commission « emploi – main d'œuvre ». Mais l'Union locale n'a pas les moyens de payer un permanent, ce qui est un frein pour l'animation de la vie syndicale interprofessionnelle.

Cependant, la taille de la ville et la proximité géographique des entreprises facilite les rencontres

syndicales à l'UL. On passe facilement au local rue Gutenberg. On s'y informe, on débat, on décide...

On s'y forme également : Gérard Fleury organise des sessions de formation, par exemple sur l'histoire du syndicalisme, des questions économiques et sociales.



Équipe de l'Union locale CFDT

Pierre Grangé : président

René Rallu : secrétaire et membre du Bureau départemental.

Alexandre Bordier : trésorier

Jean Gilois : secrétaire administratif

Deux exemples de l'action de l'UL CFDT

Actions intersyndicales contre les ordonnances relatives à la Sécurité sociale

En août 1967, le gouvernement promulgue des ordonnances dont celles concernant la Sécurité sociale : « séparation des risques » avec trois caisses (Famille, Maladie, Vieillesse), suppression de l'élection des administrateurs, modification de la répartition des sièges entre représentants des salariés et ceux des employeurs, diverses mesures d'économie (augmentation du ticket modérateur)...

Une première grève interprofessionnelle et intersyndicale a lieu le 17 mai 1967 lors de la promulgation des « pouvoirs spéciaux » autorisant le gouvernement à recourir aux ordonnances. La mobilisation a ensuite continué jusqu'en mai 1968.

Le 25 novembre 1967, le Préfet Jean-Emile Vié venant à Châteaubriant, les syndicats lui demandent un rendez-vous qui est refusé. Ayant appris qu'il déjeunait près de la gare, comme l'usine étant toute proche, les délégués de Huard ont emmené les ouvriers lui souhaiter bon appétit... Sa



© UL CFDT Châteaubriant

voiture a été encerclée comme le montre cette photo prise devant le Terminus. Le soir il a finalement reçu les syndicats... et le sous-préfet a rapidement été muté !

Actions pour le respect des droits des ouvrières des usines de confection

L'Union locale suit régulièrement la situation des ouvrières de chez Forcast, entreprise de confection qui ne respecte pas la législation du travail, procède à des retenues de salaires sans justification et licencie les salariées qui demandent des explications. En mars 1968, l'UL demande également à Daniel Palvadeau, secrétaire de l'Union départementale, d'intervenir auprès de l'Inspecteur du Travail et ce dernier donne raison à la CFDT. Des documents concernant le suivi syndical de ces salariées sont conservés aux archives départementales.

Toute une région le 8 mai, tout un pays le 13 mai

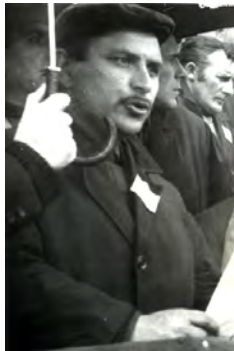
Toute une région le 8 mai

Dans l'Ouest, tout a commencé le 8 mai (jour non férié à l'époque), où dans les neuf départements composant les deux régions de Bretagne et des Pays-de-la-Loire, avait été décidée une grève de 24 heures avec de grands rassemblements.

C'est ainsi que plusieurs dizaines de milliers de travailleurs manifestent : 10 000 à Saint-Brieuc, 15 000 à Lorient, 15 000 à Angers, 4 000 à La Roche-sur-Yon, 30 000 à Brest, etc.

En Loire-Atlantique, un meeting avec manifestation a lieu à Nantes. Malgré un temps épouvantable, plus de 10 000 travailleurs sont rassemblés, venus également de Saint-Nazaire, Châteaubriant, Ancenis, Clisson...

Les Castelbriantais ont affrété sept (ou huit) autocars



et ont pu entendre Daniel Palvadeau pour la CFDT, Roger Rousselot de la CGT, Alexandre Hébert de FO, et pour le CDJA et la FDSEA, respectivement Jean Bréhéret et Bernard Lambert qu'ils connaissent bien.

Au-delà des revendications communes de garantie de l'emploi, d'amélioration du niveau de vie et de reconquête de la Sécurité sociale, chaque orateur développe les positions de son organisation. Daniel Palvadeau prend la parole pour la CFDT : « Nous sommes solidaires des étudiants, il n'y a pas de différence de nature entre ceux qui demandent la transformation de l'université et ceux qui luttent pour la transformation du système économique qui les écrasent. »



© Coll. U.I. CFDT Châteaubriant

Tout un pays le 13 mai

Dans la nuit du 10 au 11 mai, des manifestations d'une extrême violence éclatent à Paris. Les forces de police sont intervenues avec une rare brutalité contre les étudiants. De nombreuses barricades ont été dressées dans le Quartier latin.

Les confédérations CFDT et CGT, puis FO et la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) lancent pour le lundi 13 mai une grève générale. Via les Unions dé-

partementales, les Unions locales reçoivent les informations, les organisations syndicales se réunissent... Tout va très vite !

L'intersyndicale de Châteaubriant rédige à la hâte un appel pour une manifestation le 13 mai.

Paris, Nantes, puis Châteaubriant : le mouvement social devient une réalité pour la population castelbriantaise...

La manifestation enseignants-ouvriers-paysans du 13 mai



Le défilé devant l'hôtel de ville.

Organisé par les Unions locales C.G.T., C.F.D.T., les syndicats d'enseignants et la F.D.S.E.A., le meeting du 13 mai a réuni, à 10 h. 30, au Marché-Couvert un nombreux auditoire, qui e ensuite participé à travers la ville, en direction de la Mairie et de la Sous-Préfecture.

Au Marché-Couvert, M. Lebrun, du S.N.E.S., présidait la manifestation, assisté des secrétaires des Unions locales de la C.G.T., M. Marchand, et de la C.F.D.T., M. Rallu, et de M. Nivert, du S.N.I.

MM. Palvadeau (U.D.C.F.D.T.), Prampart (J.D.C.G.T.) et Mlle Evrard au nom des enseignants, prirent tour à tour la parole, après la lecture des messages de solidarité émanant, notamment, de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles, du Cercle départemental des jeunes agriculteurs et de l'Union Nationale des journaliers.

A 11 h. 30, les manifestants, groupés autour des pancartes, ont accompagné la délégation à l'Hôtel de Ville, d'abord, pour une entrevue avec le député - maire, puis, à la sous-préfecture, où M. Thill, sous-préfet, prit note des doléances et du malaise profond qu'ont exprimé les graves événements de ces jours derniers à Paris et dans diverses villes de province.

Au nouveau lycée, les jeunes se font entendre !

Début 1968, les revendications des étudiants commencent à être connues dans les grandes villes. Le 14 février à Nantes, l'UD CFDT a apporté son soutien à la manifestation des étudiants.

20 mars, 3 et 6 mai : la violence des affrontements à Nanterre et à Paris entre les étudiants et les forces de l'ordre marque les esprits. Les lycéens, dont un certain nombre voudraient intégrer l'université, s'informent sur les causes de la révolte de leurs aînés étudiants.

En Loire-Atlantique, les lycéens sont diversement engagés dans le mouvement de mai 68. Une première distinction se fait entre les lycées publics et les lycées privés dont les élèves issus des milieux sans doute les plus conservateurs sont tenus à distance de la contestation. Une seconde est géographique, entre les villes de Nantes et Saint-Nazaire habituées aux échanges réguliers d'une part, et d'autre part, le reste du département.

A Châteaubriant, comme à Ancenis d'ailleurs, l'agitation estudiantine a trouvé un écho parmi les lycéens du lycée public (récemment construit, cet établissement ne porte pas encore le nom de Guy Môquet). Contrairement à ce qu'a pu penser une partie de la population castelbriantaise, ce ne sont pas les enseignants qui sont à l'origine de l'effervescence des « grands élèves ». La manifestation du 13 mai organisée par les syndicats

en soutien aux étudiants parisiens a éveillé leur conscience et ils réclament le droit de se réunir et de débattre des événements.

Le proviseur projette alors de renvoyer dans leur famille quelques élèves apparaissant comme des meneurs et il réunit les enseignants. SNES et Sgen-CFDT (dont Gérard Fleury, Bernadette Poiraud et Suzanne Erard) sont à l'offensive pour défendre les jeunes qui finalement ne seront pas sanctionnés.



Les lycéens se réunissent pour débattre. Coll. UL Châteaubriant

Le 20 mai, lors de la réunion avec les deux associations de parents d'élèves, les lycéens exposent leurs revendications. Ils s'engagent à ne pas manifester sans l'accord de leurs parents et à ne pas entraîner

les classes du niveau collège dans le mouvement. Gérard Fleury se rappelle avoir vu des « grands » demander à des jeunes de 4^{ème} de rentrer en cours !

Pour ces lycéens, tout s'est joué en quelques jours du 16 au 22 mai, date à laquelle le lycée est fermé pour des raisons logistiques. La paralysie de l'économie s'installant, les élèves du public comme du privé (Saint-Joseph pour lequel les informations manquent) sont priés de rester dans leurs foyers. Un certain nombre d'entre eux participeront aux réunions et manifestations qui auront lieu à Châteaubriant et où ils retrouveront les enseignants qui se sont mis en grève générale le 20 mai.

A CHATEAUBRIANT, LES « GRANDS » ÉLÈVES DU LYCÉE SE SONT JOINTS AU MOUVEMENT ESTUDIANTIN

CHATEAUBRIANT. — Les « grands » du lycée nationalisé mixte de Châteaubriant, se sont joints, hier, au mouvement estudiantin, en faisant leur revendication exprimées sur le plan national par les établissements d'enseignement secondaire.

En fait, l'action a été déclenchée, dès jeudi soir, par les internes décidant la grève pour le lendemain, après avoir demandé une entrevue au Principal, M. Le Forestier qui, effectivement, devait recevoir un comité provisoire des représentants des élèves.

Hier matin, à leur arrivée dans l'établissement, les externes furent mis au courant de la situation et un responsable donna les grandes lignes du sens du mouvement qui était d'abord une manifestation de solidarité avec les étudiants de Nantes.

Puis, les choses évoluèrent assez rapidement : l'épreuve du « bac blanc » étant très compromise du fait, soit du refus de certains candidats à entrer en salle de composition, soit de certaines formes d'obstruction apportées au déroulement normal de l'examen.

rité, se montraient favorables aux thèses exposées.

Après le déjeuner, une première réunion de professeurs et du principal était suivie d'une seconde avec, cette fois, la participation des représentants des élèves.

Se référant aux événements de la veille à Nantes et à l'engagement pris par le recteur, les représentants des lycéens de Châteaubriant ont alors demandé et obtenu notamment :

- L'abandon de toute mesure de représailles liée à l'événement;
- Leur représentativité dans le conseil de discipline de l'établissement ;
- Le droit à l'information par les journaux de leur choix par la radio et la télévision ;
- Le droit de réunion et de discussion « égalitaire » avec les professeurs ;
- Une participation active et en connaissance de cause à la vie du lycée.

UNE COMMISSION DE CINQ REPRESENTANTS PAR CLASSE

Aux environs de 10 h., les élèves élisaient une commission de 15 représentants, soit 5 par classe de la seconde à la terminale. Tandis que la commission dressait une liste de revendications, ses mandats demeuraient groupés dans la cour de récréation ou dans des salles où ils entamaient la discussion avec les professeurs, lesquels dans leur grande majo-

L'enjeu du mouvement social pour la CFDT

Très rapidement le mouvement social qui se développe dépasse largement les revendications classiques des salariés sur l'emploi et les salaires. C'est un foisonnement de réunions à la CFDT. À Châteaubriant, l'Union locale diffuse ce tract dès le lundi 20 mai. Ce même jour, réunion intersyndicale à la CGT.

À 13 h 30, en arrêtant le travail, les salariés de la fonderie Huard donnent le top départ des grèves...

C. F. D. T.

UNION LOCALE DES SYNDICATS CONFEDERES

DE CHATEAUBRIANT & REGION.

3, rue Gutenberg, 3 - 44 - CHATEAUBRIANT

L'ENJEU

① CHACUN SE DOIT DE PRENDRE CONSCIENCE

En se déclarant solidaire des manifestations étudiantes la C.F.D.T. a ressenti les motivations profondes de celles-ci .

Par leur action les étudiants n'ont pas voulu seulement se préoccuper de considérations matérielles ou de leur avenir, mais mettre en cause d'une façon fondamentale une société où ils ne peuvent et où ils ne pourront exercer leur responsabilité .

A la liberté dans les universités doit correspondre la liberté dans les entreprises; en cela le combat des étudiants rejoint celui mené par les travailleurs depuis la naissance du syndicalisme ouvrier .

AU POUVOIR ABSOLU DU CAPITAL, IL FAUT SUBSTITUER DES STRUCTURES DEMOCRATIQUES QUI CONDUISSENT A L'AUTOGESTION .

② CECI COMPREND NOS REVENDICATIONS

Ceci sous-entend, bien entendu, l'aboutissement de nos revendications :

- l'abrogation des ordonnances anti-sociales,
- le plein-emploi,
- le relèvement du pouvoir d'achat et la réduction des disparités,
- le droit de négociation des salaires réels,
- la fixation d'un salaire mini mensuel net à 600,frs pour 40 heures,
- Etc

③ MAIS L'OBJECTIF PRIMORDIAL & FONDAMENTAL

Mais ceci implique obligatoirement, et c'est l'enjeu, que l'objectif fondamental soit la construction d'une DEMOCRATIE REELLE ET COMPLETE, c'est à dire, non seulement politique et juridique, mais aussi SOCIALE ET ECONOMIQUE .

Par exemple les travailleurs doivent avoir accès à l'endroit où les décisions se prennent : LE CONTROLE PUBLIS ET DEMOCRATIQUE DES INVESTISSEMENTS CONDITIONNE LA CREATION DES EMPLOIS ET LEUR REPARTITION .

L'établissement d'une planification réellement démocratique engage l'avenir de chacun et de tous .

L'accès aux leviers de commande de la répartition du revenu national est à la base de la justice sociale et de la normalisation de l'économie .

④ L'AVENIR EST ENTRE NOS MAINS

En quelques jours un espoir formidable est né dans la classe ouvrière .- les manifestations des étudiants ont prouvé qu'on peut faire reculer un pouvoir fort " qui ne recule jamais " .

Les millions de travailleurs qui déclenchent les grèves actuellement partout l'ont bien compris

Une chance unique nous est offerte : Ne la gâchons pas !

TRAVAILLEURS DE CHATEAUBRIANT & REGION, L'U.L.-C.F.D.T. vous appelle à vous informer, à discuter, à agir, et à répondre aux mots d'ordre de vos organisations syndicales .

A Châteaubriant, le 19 mai 1968, L' Union Locale des Syndicats C.F.D.T.

Le Castelbriantais en grève

Mois de mai

Me 8	Appel intersyndical et interrégional « L'Ouest veut vivre » : grève et manifestation à Nantes.		voyageurs et marchandises) – Miglioretti – Le Nid Coquet (Construction maison préfabriquées) – Neau - Services techniques de la ville. Piquets de grève chez ALCA et ATLAS à Issé.
L 13	Grève nationale contre la répression policière. Meeting et manifestation à Châteaubriant.		
V 17	Grève à la SNCF – Les lycéens bougent		
D 19	L'UL CFDT sort un tract « L'Enjeu »	V 24	Le Comité de grève s'installe à l'ancienne Poste. Meeting à Issé. Meeting Place de la Motte – Les syndicats ont demandé aux commerçants de fermer boutique. Rencontre avec le député-maire à la mairie.
L 20	Les syndicats de Châteaubriant se réunissent le matin pour discuter de la situation. L'après-midi, grève totale de la Fonderie Huard. Les salariés rejoignent l'usine de machines agricoles rue des Vauzelles où se tient une Assemblée Générale du personnel. La grève est décidée pour le lendemain. Grève générale des enseignants au Lycée public - Les deux associations de parents d'élèves se réunissent pour entendre les revendications des lycéens.	S 25	Début des négociations nationales rue de Grenelle à Paris.
Ma 21	Le lycée est évacué et fermé par décision rectorale. Les PTT et la SNCF sont en grève totale. ALCA (fabrication de bouchons en plastique pour flacons) en grève à 70 %. Piquets de grève à la Fonderie et à l'usine Huard. Mise en place d'un Comité de grève intersyndical.	L 27	3 000 personnes en manifestation à Châteaubriant en réponse au discours de De Gaulle du 24 mai. Fin des négociations de Grenelle.
Me 22	Les Etablissements scolaires publics et privés sont fermés. En grève : FORCAST (confection féminine) - Leneveu (Plomberie Chauffage Sanitaire) – MauSSION (fabrique d'échelles) – Provost (fabrique de meubles) – Drouin (Transports	Me 29	Conférence-débat sur les problèmes de l'enseignement à Châteaubriant.
		V 31	Manifestation intersyndicale à Châteaubriant le matin. Défilé du Comité d'Action Civique contre les grèves en fin d'après-midi.

Mois de juin

3 au 7	Début de reprise du travail dans plusieurs entreprises.
Ma 11	Reprise du travail chez Huard.
Ma 18	Grève sur la répartition des bénéfices chez Huard.

Les relations intersyndicales

Avec l'accord national CFDT-CGT de 1966, il s'est mis en place une unité d'action nationale mais aussi au niveau local et dans les entreprises.

Sur le secteur de Châteaubriant, la CFDT et la CGT sont les principales organisations syndicales dans le privé comme dans le secteur public. Dans les « grosses boîtes », la CGT a longtemps été majoritaire mais la CFDT s'implante de plus en plus.

Dans quelques grosses entreprises, il règne une sorte de « concurrence » mais dans les autres, elles évitent de se marcher sur les pieds. Travailler et vivre dans une petite ville permet de bien se connaître et facilite les relations.



Manifestation du 24 mai 1968. Coll. UL Châteaubriant

Durant la période du conflit et au sein du comité intersyndical, c'est l'unité qui l'emporte.

Le protocole d'accord de Grenelle est jugé insuffisant par les syndicats. Mais de nombreux salariés des petites entreprises se satisfont des augmentations de salaires obtenues : 35 % pour le SMIG, alignement du SMAG pour l'agriculture sur le SMIG, augmentation générale des salaires de 10 %, réduction du temps de travail de 48 à 46 h. Peu habitués à de longs conflits et sans doute préoccupés par le contexte politique, ils reprennent le travail dans la première semaine de juin.

« L'ensemble de notre cité est plongé »

Bernadette Poiraud, alors militante du SGEN-CFDT au lycée, a vécu les événements de 1968 à Châteaubriant avec enthousiasme. Quarante plus tard, elle en a fait un récit précis dans un numéro spécial de « La Mée socialiste » d'avril 2008 qui est une source précieuse d'informations. Guy Alliot, délégué du personnel chez Huard et Gérard Fleury, professeur au lycée public, ont eux aussi ravivé leurs souvenirs sur le fonctionnement du comité intersyndical de grève de Châteaubriant.

Créé dès le mardi 21 mai, il s'est installé le vendredi suivant dans l'ancien Hôtel des Postes, place des Terrasses. Ce comité a pris en main la gestion des problèmes d'approvisionnement et il se réunissait tous les matins. Il a mis en place la distribution ou la vente à prix coûtant de denrées fournies par des agriculteurs comme Henri Baron, René Philippot de Treffieux et des agriculteurs de Moisdon-la-Rivière, Saint-Vincent-des-Landes et d'autres communes.

Pierre Hervé, délégué chez HUARD, participait lui aussi aux approvisionnements et aux relations avec les commerçants et agriculteurs locaux. Un jour, la laiterie Bridel a apporté des produits laitiers. Ce n'était sans doute pas une solidarité tout à fait désintéressée car l'entreprise voulait que le comité de grève laisse circuler ses camions ...

Guy Alliot se rappelle que les commandes téléphoniques passées pour la grande surface commerciale « Maganis » étaient filtrées et que seules celles qui concernaient l'alimentation de



ORDRE SYNDICAL INTERCOMMUNAL
DE GRÈVE C.F.D.T., S.G.E.T., S.G.S.P.

440 0007 GRÈVE GARDON
SOMMAIRE FICHE
44 - CHATEAUBRIANT
18-44-08-06-27

Attributaire .. Bernadette .. Poiraud ..
Quantité attribuite .. 200 kg ..
N° administrative du Véhicule .. 800 ..
Palanquin Fiscal .. 800 ..

Date .. 20. Mai 1968
Secours Hospital de Rennes.

UNION DES SYNDICATS
DES SECTIONS
CHATEAUBRIANT et RÉG.
3, rue Gutenberg
44 - CHATEAUBRIANT (S.)

UNION LOCALE
DES SYNDICATS CONTINGENTS
C.F.D.T.
12 CHATEAUBRIANT et de la Région

« Répartition des denrées alimentaires
distribuées au cours de la grève »

Nous avons eu dans :

Lait - bio - 800 litres	Lait en poudre - 1500 litres
Fromages : 1500	
Jaunes de 2 litres : 1.000 litres	
Pommes de terre : 3.200 kg	

Nous avons eu aussi :

Mante de noix : 100 kg	
" " Bœuf : 300 kg	
Beurre : 400 kg	
Poulets : 6 kg Poulets	
Ceufs : 300 d'œufs	

600 kg de Carottes - 200 kg de Carottes
Don en argent : 242,00

base et les produits de première nécessité étaient validés. Le député-maire, Xavier Hunault, a voulu contourner le contrôle de l'essence en s'adressant au comité de grève nantais soi-disant avec l'accord de celui de Châteaubriant. Mais la manœuvre a été déjouée à temps !

Le comité avait confié à Gérard Fleury la responsabilité des opérations de « récolte », distribution et communication. Il a fait passer dans Ouest-France l'invitation à une réunion avec les commerçants. Mis devant le fait accompli, le maire a demandé à y participer. Les commerçants sont venus nombreux et après un début un peu houleux, chacun a compris qu'il n'était pas question de faire de la politique mais de résoudre des problèmes matériels. Gérard Fleury était en contact fréquent avec la CANA (Coopérative agricole La Noëlle Ancenis) qui a fourni des marchandises à prix réduit.

Dans cette ville de douze mille habitants il y avait une forte cohésion entre les grévistes, leurs familles et une partie de la population. Trois assistantes sociales en grève prenaient contact avec les familles les plus en difficulté pour qu'elles reçoivent des dons.

Le fonctionnement démocratique de ce comité et son utilité sociale pendant ce mouvement de grève inédit à Châteaubriant ont marqué les esprits de ses membres qui en 2018 en parlent encore avec une certaine fierté. « On avait l'impression d'être pratiquement les maîtres de la ville », se souvient Pierre Hervé.

Parallèlement à l'action du Comité de grève, les conseils municipaux de Châteaubriant et des communes alentour votent des subventions pour soutenir les familles touchées par les pertes de salaire.

Nous nous marions en avril 68. Peu de temps après, avec un peu d'essence dans la 2 CV, le soir après le travail nous allions distribuer des tracts aux agriculteurs susceptibles d'aller manifester avec les ouvriers à Nantes. C'était

marquant de manifester pour la première fois avec des ouvriers ou avec des étudiants. Nous étions fiers de ce mélange ! On manifestait pour un meilleur salaire et pour la liberté.

Joseph et Marie-Jo Boucherie, agriculteurs

A la fonderie Huard, il y avait un piquet de grève à l'entrée. Tout s'est passé sans dégradation à l'intérieur mais il fallait contenir certains excités peu nombreux d'ailleurs. Nous avons invité les membres de la Direction à quitter leurs bureaux, ce qui s'est fait simplement. Nous leur avons fait une petite haie d'honneur à la sortie...

A l'époque je faisais partie de la section gymnastique des Voltigeurs, association affiliée à la FSCF. Cette fédération était chapeauté par les Patronages, donc par les curés et politiquement, elle se situait très à droite. Je me souviens d'un concours départemental en juin 68 qui fut très animé. Nos dirigeants, dont certains avaient défilé derrière le drapeau tricolore avec Hunault, étaient présents à ce concours et j'ai eu des discussions assez vives avec ces personnes qui m'ont même accusé d'être un peu révolutionnaire.

Un conseil d'administration extraordinaire dont je faisais partie avait été convoqué par le Président des Voltigeurs pour statuer sur le scandale du prêtre, le Père Delhommeau, qui avait osé défilé avec les grévistes. Après présentation du problème il y eut un tour de table pour statuer sur le sort de ce gauchiste. Mon tour venant, je posai la question suivante : si ce défilé avait eu lieu à l'époque où Jésus Christ vivait, celui-ci aurait-il défilé avec les grévistes ou derrière le drapeau tricolore ? Après un silence gêné la réponse est venue d'un homme de compromis que j'appréciais beaucoup et qui dit : il aurait organisé un 3^e défilé !

Par la suite je n'ai jamais été invité à un conseil d'administration des Voltigeurs.

Jean-Claude Jannault, fondeur chez Huard

En mai 68, j'avais 20 ans et je travaillais à l'usine de confection La Compagnie Bretonne. Le patron nous avait averties que si les « gars de chez Huard » entraient dans l'usine, on devrait partir. C'est ce qui est arrivé : un ouvrier de chez Huard, je crois que c'était André Roul, est monté sur une machine à coudre et nous a expliqué ce qui se passait en nous invitant à le suivre. Et toutes les ouvrières sont sorties.

Annick Barbet Pucel

Si des agriculteurs approvisionnaient les grévistes, d'autres en avaient peur. Il y avait parfois des discussions orageuses dans les campagnes avec certains d'entre eux. Ils étaient mécontents des blocages, du manque d'essence et craignaient le désordre. La peur du communisme existait et je me souviens d'une voisine, veuve de la guerre 14-18 qui disait au sujet de De Gaulle « Il a quand même sauvé la France », façon de dire pour elle qu'il ne pouvait donc pas être quelqu'un de mauvais...

Des personnes âgées qui se rappelaient les rationnements pendant la Seconde Guerre Mondiale s'étonnaient qu'une femme ayant un bébé n'ait pas fait de provisions de lait en prévision de jours difficiles.

Quelques-uns qui étaient farouchement opposés au mouvement social osaient même dire que pour avoir de l'essence (dont la distribution était contrôlée par le comité de grève), il fallait aller chercher des bons à la Kommandantur. Sinistre amalgame historique...

Dans la proche campagne de Châteaubriant, un bon nombre de personnes n'ont aucun souvenir du mouvement social de mai 68.

Extraits de différents témoignages

Lorsque les événements de 68 se sont produits, je n'étais pas encore un élu de la section syndicale, n'ayant pas l'ancienneté de trois ans requise dans l'entreprise Alca. Mais je participais déjà au conseil de l'Union locale CFDT.

Les ordonnances de 67 concernant la Sécurité Sociale ont été un élément majeur dans la décision de voter pour un mouvement d'ampleur nationale. Le dimanche 12 mai, une distribution massive de tracts avait été organisée par l'UL pour couvrir toutes les bourgades environnantes de Châteaubriant. J'y suis allé pour ma part avec trois autres militants au bourg de Rougé.

Les grilles de l'usine ALCA étaient fermées, le piquet de grève était assuré par les joueurs de palets et les beloteurs tapant les cartes dans la conciergerie. Le

patron était descendu de Paris, ce fut l'occasion d'échanger avec lui dans la cour de l'usine, et pour quelques copains audacieux de monter dans sa voiture de grosse cylindrée pour en apprécier le confort. Les anti grévistes de notre entreprise ne se manifestaient guère, certains s'étaient même fait porter malades !

La décision étant prise de rencontrer le maximum d'ouvriers de la région, on organisa des déplacements autour de Châteaubriant pour provoquer la fermeture des « boîtes ». Je me souviens être allé à Soudan, au Nid Coquet dans l'entreprise de maisons préfabriquées Guérin où nous sommes entrés dans les ateliers pour contacter directement les ouvriers, les employés et les inciter à cesser le travail, ce qu'ils ont fait.

André Guibert, ouvrier chez ALCA

L'enseignement en grève

La mobilisation sur les questions d'éducation et d'enseignement a été intense dans toutes les structures de la CFDT et Châteaubriant en a été un bon exemple.

Parmi les enseignants grévistes, bien que moins implanté que le SNES, le Sgen-CFDT est très actif avec Bernadette Poiraud, Suzanne Erard et Gérard Fleury. Ce dernier intervient avec un de ses collègues du SNES, M. Lebrun, lors de la manifestation du 25 mai. Ouest-France indique qu'« ils fustigèrent en termes incisifs la politique hâtive et mal faite des dirigeants concernant les programmes, la formation des maîtres, la surcharge des classes et se déclarèrent pour une ouverture des Facultés aux fils d'ouvriers ».

À cette époque, dans la tranche d'âge des 16-18 ans, les jeunes sont principalement dans l'emploi, souvent



Gérard Fleury et Suzanne Erard

en contrat d'apprentissage et les lycéens sont encore peu nombreux. De plus, dans la population lycéenne, les catégories socioprofessionnelles des agriculteurs et des ouvriers sont sous représentées par rapport à leur importance dans les secteurs d'activité.

À l'université, les enfants des classes populaires sont encore moins nombreux, voire très minoritaires et les

organisations syndicales demandent que leur accès à l'enseignement supérieur soit amélioré.

Le 29 mai, l'UL CFDT s'exprime dans la presse avec la section locale du SNES, « réaffirmant avec force que les étudiants et les professeurs sont des travailleurs comme les autres et que leurs revendications ne sont pas dissociables de celles de la classe ouvrière ». Ce même jour, l'Union locale participe à une réunion intersyndicale à Issé sur les problèmes de l'enseignement privé et public. Puis, le 30 mai, à Châteaubriant, c'est une rencontre entre les ruraux et les étudiants et le 5 juin une conférence – débat sur les problèmes de l'université.

77 élèves de Terminale	Catégories socioprofessionnelles des parents
32 %	Cadres et professions supérieures
25 %	Artisans et commerçants
29 %	Employés et ouvriers qualifiés
5 %	Salariés non qualifiés
9 %	Agriculteurs

La grève se poursuivant au lycée, les enseignants s'adressent dans *Ouest-France* aux parents d'élèves (voir ci-contre).

● Lettre ouverte aux parents d'élèves du lycée de Chateaubriant

Les syndicats d'enseignants (S.N.E.S., S.G.E.N., S.N.E.E.P.S.) nous communiquent, avec prière d'insérer, la « lettre ouverte » dans laquelle on lit notamment :

« Nous n'avons pas repris les cours ce matin, et nous ne savons pas quand nous les reprendrons. Cette attitude mérite une explication ».

Si nous continuons cette grève, poursuit alors le texte, c'est pour « des raisons simples et importantes dont dépendent l'avenir de notre profession et aussi celui de vos enfants.

Nous voulons des maîtres qualifiés et non des maîtres payés au rabais. Pour cela, il faut augmenter le nombre des postes mis au concours chaque année. Sur ce point nous n'avons rien obtenu. Evidemment, on nous a promis 3.500 nouveaux maîtres. Mais, quelle sera leur formation, quelle sera leur situation ? Tout nous laisse craindre le recours à une solution de facilité, le recrutement d'auxiliaires, c'est-à-dire de personnes non titulaires que l'on peut déplacer et renvoyer à sa guise, et dont les traitements sont évidemment inférieurs à ceux du personnel titulaire. De toute façon nous désirions 3.500 nouveaux maîtres pour pouvoir encadrer avec décence

vos enfants dans nos classes. Seul ce chiffre de recrutement, maintenu jusqu'en 1972 permettrait de ramener progressivement les effectifs des élèves par classe, ce qui est le maximum pédagogique souhaitable reconnu par tous, et même par le ministre. Aujourd'hui, que nous propose-t-on ? Maintien des classes de 40 élèves dans le second cycle ; maintien des classes de 35 élèves dans le premier cycle. Nous sommes loin du compte !

Enfin, nous voulons vous rassurer mais aussi vous mettre en garde. Les examens approchent et nous sommes tous désireux de ne léser personne. Dans les conditions actuelles, vous devez prendre conscience avec nous qu'il n'est pas possible d'envisager une solution sérieuse tant que les revendications que nous venons d'exposer n'auront pas été prises en considération par le ministre de l'Éducation nationale ».

En raison des difficultés d'approvisionnement et de ravitaillement, la remise en route normale des services d'accueil des internes au lycée de Châteaubriant, ne pourra être assurée que 48 h. après la reprise effective des cours.

Le directeur avait fermé l'école. Je restais à la maison, j'aidais à planter les betteraves. On écoutait beaucoup la radio, mais fait exprès, le lundi soir 4 juin, nous n'avons pas allumé le poste. Alors, le jour de la reprise, le mercredi 5 juin, je suis restée chez moi. La mairie avait téléphoné à l'école pour savoir si tout le monde avait repris le travail. Des collègues sont venues me chercher, sinon je perdais mon poste car les agents n'étaient pas titulaires !

R., employée auxiliaire à l'école de Béré

Les informations sont moins nombreuses en ce qui concerne l'enseignement privé. On sait que le 22 mai, les APEL (Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre) de Saint-Joseph, Nazareth et Béré ont fait paraître un communiqué à l'adresse des parents, les « *invitant fortement à garder les enfants jusqu'à nouvel ordre, vu les circonstances générales, la possibilité de grève de la part des enseignants et par esprit de solidarité* ».

Maurice Pucel, enseignant au collège-lycée Saint-Joseph

Dans l'enseignement privé, il y avait deux syndicats, la CFDT et la CFTC qui regroupait ceux qui s'étaient opposés à la déconfessionnalisation de leur syndicat. J'ai adhéré à la CFDT en janvier 68 sans penser que l'année serait aussi marquante dans l'histoire sociale en France.

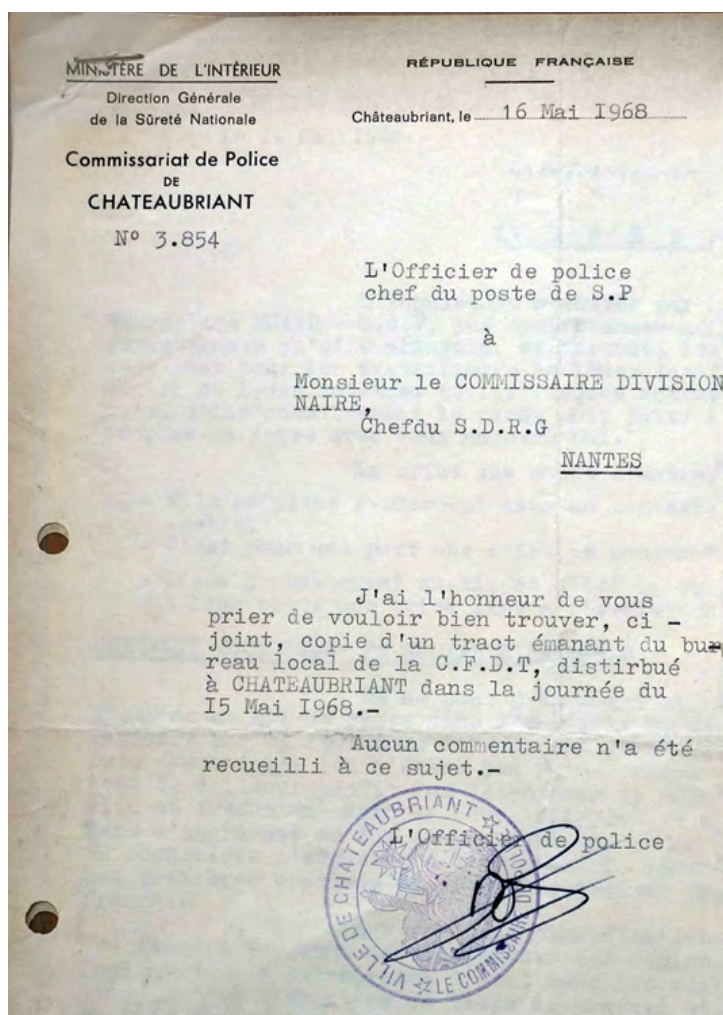
Lorsque le mouvement a été lancé par les étudiants des universités, nous ne nous sentions pas concernés par leurs revendications. Mais quand la contestation a gagné les ouvriers des entreprises industrielles de Châteaubriant, les enseignants du collège-lycée Saint-Joseph se sont posé la question de leur participation au mouvement de grève.

Nous avons pris contact avec l'Union locale pour lui demander de venir nous expliquer la position de la CFDT et c'est René Rallu qui a animé la réunion dans l'établissement. Dans les jours qui ont suivi, une partie des professeurs s'est déclarée en grève, ce qui

a donné lieu à des débats animés avec les non-grévistes qui venaient sur leur lieu de travail, malgré la fermeture de l'établissement qui a duré 15 jours. Les grévistes se sont associés aux manifestations interprofessionnelles organisées en ville par les unions locales CFDT et CGT, en particulier la fameuse fausse inauguration de l'usine Lejaby avec pose de la première pierre place de la mairie [NDLR Le maire promettait depuis septembre 1966 l'installation à Châteaubriant de cette usine de lingerie].

À la rentrée de septembre 68, les deux enseignants responsables CFDT du secteur de Châteaubriant ont quitté le syndicat de Loire-Atlantique, en désaccord avec ses positions avant-gardistes demandant l'unification de l'Education nationale avec intégration des écoles privées sous contrat. J'ai pris la relève militante dans mon établissement et dans le syndicat départemental.

Mai 68 : la fin du contrôle pesant du pouvoir politique ?



Pendant les grèves, il n'était pas question de salaires ! On demandait aussi plus de liberté pour l'action syndicale quotidienne. À cette époque-là en effet, un simple écrit qui traitait de questions économiques et de leurs conséquences sur l'emploi pouvait être considéré comme subversif. C'est le cas du tract rédigé le 10 mai par le syndicat CFDT des Métaux.

À cette date, point d'effervescence à Châteaubriant mais le tract n'a été distribué que le 15 mai, lendemain de la première manifestation à Châteaubriant. Les autorités locales ont donc jugé utile de le transmettre au niveau hiérarchique supérieur, c'est-à-dire à Nantes...

Fin mai : les manœuvres

Le 24 mai, Xavier Hunault (maire, membre du Conseil Général et député) adresse un message à la population dont le ton contraste singulièrement avec la situation locale. Le mouvement social se

déroule dans le grand calme souhaité par les organisations syndicales. Les usines ne sont pas occupées, seuls des piquets de grève stationnent devant les entrées...

Or Xavier Hunault emploie un ton quasi gaullien et joue le scénario de la dramatisation comme si le Castelbriantais était à feu et à sang...

Pour que l'ordre républicain soit sauvegardé et les revendications légitimes des travailleurs satisfaites, il faut des négociations immédiates entre Gouvernement et Organisations Syndicales.

La chute du gouvernement, à quarante jours de l'entrée en vigueur complète du marché commun avec les graves conséquences qui en découlent tant sur le plan économique que sur le plan social rendu ^{aurait} impossible l'ouverture des discussions impatientement attendues.

La gravité exceptionnelle de la crise actuelle qui déborde largement le cadre politique traditionnel a motivé ma prise de position dans le seul souci de l'intérêt national. Très fermement partisan du changement j'ai cru devoir rejeter ce qui m'est apparu comme être l'aventure.

Les valeurs indéniables du mouvement actuel doivent l'emporter sur tout élément qui tenterait d'exploiter les événements à des fins autres que l'intérêt général et celui de notre jeunesse en particulier.

C'est pourquoi je lance un appel solennel au civisme de tous nos concitoyens pour que, conscients de la gravité du moment, ils gardent leur sang-froid et restent unis dans la Liberté, l'Egalité et la Fraternité.

Communiqué de Xavier Hunault, 24 mai 1968

Fin mai, la riposte au mouvement social s'organise. Cela passe par différents types d'initiatives.

Une rumeur commence à circuler : des individus (des grévistes ?) rançonneraient les automobilistes. Le comité de grève s'en émeut et demande que les victimes le préviennent (Ouest-France du 30 mai). Le 8 juin, aucune plainte n'ayant été reçue, il considère ces bruits comme dénués de tout fondement.

On assiste aussi à la création de Comités pour la liberté du travail. Début juin, un embryon de comité voit soi-disant le jour chez Huard mais dans le même temps, la direction de Huard prend le contrepied. Les articles parus côte à côte dans *Ouest-France* des 8-9 juin en amusent plus d'un parmi les grévistes !

<p>Comité pour la reprise du travail aux établissements Huard-UCF</p> <p>Au cours de la réunion du vendredi 7 juin, salle du Foirail, un comité pour la reprise du travail aux établissements Huard, a été formé.</p> <p>Le bureau du comité invite tout le personnel, soucieux de la liberté du travail, à se réunir aujourd'hui samedi, à 9 heures, salle du Foirail.</p>	<p>Les syndicats :</p> <p>« La direction Huard ne reconnaît pas le Comité pour la reprise du travail ».</p> <p>Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des métaux de Châteaubriant communiquent :</p> <p>« Hier, à 16 h. 30, la direction générale des établissements Huard s'est entretenue avec des représentants des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie.</p> <p>Au cours de cette entrevue, la direction des établissements Huard a précisé de façon formelle qu'elle ne reconnaît absolument pas le prétendu « comité pour la reprise du travail » qui aurait été constitué hier.</p> <p>Pour la direction Huard, seuls les représentants des organisations syndicales sont les véritables interlocuteurs.</p> <p>En conséquence, ce que les salariés des établissements Huard pourraient lire par ailleurs doit être considéré comme nul et non avenue ».</p>
--	--

AUJOUR'HUI

- Syndicat d'initiative : bureau ouvert de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 15 h. à 19 h.
- Piscine : 10 h. à 12 h. et 15 h. à 19 h.
- Braderie : de 9 h. à 19 h.
- Cinéma Olympia, à 21 h. : **Le Mercenaire de Minuit.**
- Cinéma Sélect, à 21 h. : **Sur la piste des Apaches.**

Ouest France, 8-9 juin 1968

politiques commencent

Répondant à l'appel du Général de Gaulle et pour s'opposer au mouvement social, ses partisans organisent des manifestations partout en France. Xavier Hunault et ses soutiens politiques ont choisi la date du 31 mai pour Châteaubriant

Le matin de ce même jour, les grévistes organisent eux-aussi une manifestation mais, la lassitude s'installant, elle est peu importante.

Dans l'après-midi, le défilé des Gaullistes (dont ce sera l'unique sortie), est impressionnant. Drapeau tricolore en tête, il passe par le boulevard de la République, ce qui est inhabituel pour un défilé. On y voit des figures bien connues du Castelbriantais, des



Manifestation des grévistes place de la Motte, matinée du 31 mai 1968

chefs d'entreprise, des négociants en matériaux de construction, des pompistes, un transporteur routier avec ses chauffeurs, etc. Ainsi qu'ils l'ont

fait dans d'autres villes (comme à Nantes), les manifestants se rendent ensuite au monument aux morts où ils déposent une gerbe.

A toute la Population:

Le 31 mai 1968, à la suite de l'allocution du Général De Gaulle et de l'appel lancé par le Maire de Châteaubriant, sous prétexte de défendre la République, une partie de la population a défilé Nos réactions furent diverses :

- ① Aucun étonnement en ce qui concerne la présence des patrons, ceux-ci sont bénéficiaires et solidaires du système capitaliste.
- ② Etonnement en face de certains petits artisans ou commerçants. Nous pensons qu'ils ont défilé pour soutenir le Maire, mais qu'ils n'ont pas compris qu'ils soutenaient surtout l'ex-Député, donc le système gaulliste, auquel ils sont opposés ou qu'ils subissent.
- ③ Pitié en face de la poignée de salariés ; Certains se sont sentis obligés moralement et même quelques uns ont été payés pour défiler. D'autres n'ont pas encore compris que les Syndicats luttent vraiment pour eux.
- ④ Joie de constater l'absence de Jeunes dans ce cortège où figuraient par contre de nombreuses personnes étrangères à la ville.
- ⑤ Nous n'avons pas compris que l'on ose défiler à la suite du Drapeau tricolore faisant ainsi de ce drapeau le drapeau d'un parti et non pas le drapeau de tous les français.
- ⑥ Nous félicitons tous ceux qui ne se sont pas laissés prendre à cette manœuvre. Nous affirmons que nous syndicalistes, en demandant l'aménagement des conditions de travail et la garantie de l'emploi, l'amélioration des salaires (et surtout des salaires sociaux) la garantie des droits syndicaux ; en luttant contre le régime capitaliste et gaulliste exploiteur de l'homme (malgré les belles paroles et les belles promesses), nous luttons vraiment pour la LIBERTÉ, l'ÉGALITÉ, la FRATERNITÉ.

A Châteaubriant, le 1 juin 1968

Le Comité Intersyndical Interprofessionnel
de Grève de Châteaubriant & Région

Ci-contre, le communiqué très sarcastique publié par le comité de grève après la manifestation organisée par Hunault et ses soutiens.

Dans son allocution télévisée du 30 mai, le général de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale. Les élections législatives sont fixées au 13 et 20 juin.

Le 5 juin, Xavier Hunault se déclare candidat à sa succession. Trois autres candidats sont en lice :

Jean Pierre (FGDS),
Maurice Jarry (PC),
Louis Dubosq (PSU).

Suite à l'annonce d'élections anticipées, les divergences d'analyse de la situation de la CFDT et de la CGT se renforcent. Celle-ci considère avec le Parti communiste que le mouvement social doit trouver sa conclusion dans les urnes.

Pour la CFDT, la priorité reste la conquête du pouvoir syndical dans les entreprises.

Témoignages — suite

À cette époque-là, il y avait environ 150 employés aux P & T. dans le Castelbriantais La grève a commencé le lundi 20 mai. Chaque jour, deux personnes faisaient le piquet de grève à l'entrée. Le vendredi 31 mai, c'était le défilé de la V^e république avec Xavier Hunault. En passant devant la Poste, une personne vient me saluer au piquet de grève et me dit : « Pourquoi faites-vous la grève ? ». Je lui réponds : « c'est mon choix de faire la grève. »

Le 2 juin, suite à une réunion au ministère des P&T, les salaires augmentent de 10 000 F. Pour un salaire de 62 000 F, on passait à 72 000 F*. Le mercredi 5 juin, reprise du travail à la Poste, après 14 jours de grève.

G.

* NDLR : Comme nombre de personnes en 1968, l'auteur du témoignage comptait encore en anciens francs.

En mai 1968, j'avais 19 ans et je travaillais chez Atlas à Issé.

J'ai le souvenir d'un temps très fort. L'ensemble de la classe ouvrière était dans une attente d'améliorations substantielles, surtout sur les salaires et les temps de travail (nous faisions 47 heures par semaine, avec le samedi matin travaillé).

Nous avons adhéré au mouvement national, avec des jours de grève et des débrayages (1 h ou plusieurs heures, voire ½ journée). Nos délégués ne ménageaient pas leurs efforts et l'ensemble de la classe ouvrière a suivi le mouvement dans une très grande majorité.

La nouveauté dans notre petite commune, c'est que nous avons été soutenus par l'ensemble de la population isséenne, en particuliers les agriculteurs (avec leurs tracteurs), les commerçants, les artisans et même les enseignants.

Nous sommes venus soutenir les mouvements devant la mairie et dans les rues de Châteaubriant, aux côtés des employés de chez Huard, et autres. Nous sommes aussi allés à Moisdon-la-Rivière. Pourquoi ? Chef-lieu de canton, sans doute, toujours est-il que nous nous sommes heurtés à un cordon de CRS, ce qui était très inhabituel pour nous.

À l'époque nos délégués avaient des interlocuteurs directs sur le site, ils négociaient avec le directeur de l'usine et le chef du personnel. Une autre époque...

GC, employée

En Mai 68, je venais d'avoir 17 ans. J'étais en fin d'apprentissage au centre de formation Huard et je devais passer le CAP en juin. Du fait des grèves, il y avait des incertitudes sur la tenue de l'examen mais nous devions continuer la formation normalement. Nous étions donc une dizaine d'apprentis à entrer chaque matin dans l'usine qui était à l'arrêt. Nous traversions les rangs du piquet de grève pour nous rendre à l'atelier. Nous passions par un portillon qui était refermé derrière nous. Cette séquence se reproduisait pour sortir déjeuner le midi et à notre retour l'après-midi. Les premières fois c'était impressionnant mais les ouvriers étaient bienveillants.

Le plus frappant c'était le silence qui régnait ! Une usine à l'arrêt c'est presque plus inquiétant que quand elle vit. Plus de bruit assourdissant de pilons, de fracas de ferraille déversée, plus de bruit strident des meules, d'air comprimé qui s'échappe, ni les klaxons des chariots élévateurs !

Je me souviens que nous avons élaboré des revendications portant sur la sécurité : étant seuls dans l'enceinte de l'usine avec les deux moniteurs nous avons soulevé la question des soins et des secours si un accident se produisait car il n'y avait plus personne à l'infirmerie.

De nombreux ouvriers étaient les seuls de leur famille à ramener une paie à la maison. C'était le cas de mon père qui travaillait chez Huard, ma mère ne faisant que quelques heures dans un commerce. Je me souviens de l'inquiétude à la maison quand une grève durait plusieurs jours avec les soucis pour boucler les fins de mois.

Nous avons peu d'informations sur ce qui se passait dans le pays car à l'époque, comme beaucoup de familles modestes, nous n'avions pas la télé, nous n'achetions pas le journal ou juste l'hebdomadaire local. C'était l'«L'Eclaireur» mais il parlait peu de la vie sociale. Nous avions seulement une radio mais nous ne l'écoutions pas tous les jours. Il y avait aussi « Les actualités » que l'on pouvait voir quand on allait au ciné le week-end. Les nouvelles circulaient surtout par le bouche à oreille et les tracts distribués à l'entrée de l'usine.

On était très loin de ce qui se passait à Paris ou dans les grandes villes avec les étudiants, les barricades, les heurts avec les CRS, les véhicules incendiés... Etudiants qui pour certains sont devenus cadres ou directeurs par la suite. Je me souviens de l'un d'entre eux qui, vingt ans après, disait regretter ce qu'il avait fait à l'époque...

Yves Le Gall

Chez Huard, huit jours après la reprise, nouvelle grève !

Le 6 juin, le vote pour la poursuite du mouvement avait été acquis de justesse (55,67%). A la suite de nouvelles négociations, la grève s'était terminée le 10 juin après un vote du personnel avec 870 voix « pour » la reprise du travail et 188 « contre ».

Il restait un sentiment d'insatisfaction car malgré trois semaines de grève, le protocole des accords de Grenelle avait apporté moins de résultats chez Huard que dans les petites entreprises. Grâce à l'action des organisations syndicales, les salariés avaient acquis des avantages par rapport aux Conventions de la métallurgie bien avant mai 68.

Le matin du 18 juin, les syndicats CFDT et CGT demandent à la Direction le partage uniforme des bénéfices de l'entreprise alors que la CGC exige une répartition hiérarchisée comme le prévoit le contrat passé entre la Direction et les cadres. Aussitôt, les ouvriers des Forges « mettent les pinces dans le bac » et débrayent. Ils descendent l'allée centrale de l'usine et bloquent le délégué de la CGC à l'entrée de l'atelier de mécanique, menaçant de le molester. Il faut l'intervention du PDG pour calmer la colère des Forgerons.

La grève s'étend à l'ensemble des ateliers. Commence alors une journée mémorable. Les délégués sont en réunion et à chaque

A 12 h, des barrages installés aux différentes sorties de l'usine, interdisaient le départ de la maîtrise. « Nous voulons une réponse immédiate. Tant que nous l'aurons pas de la part des cadres vous resterez le ventre creux comme nous ».

Différentes protestations fusèrent surtout de la part d'employées féminines : « Nous avons des enfants, il faut leur préparer la soupe ». Le mur infranchissable répondit : « Nous aussi nous avons des enfants mais nos femmes sont à la maison ».

Vers 12 h 15, les cadres revenant de la réunion eurent le droit d'entrer dans l'usine non sans passer devant une « haie d'honneur ».

Pendant ce temps M. Diquéro, directeur parlementait avec les responsables syndicaux pour qu'ils laissent sortir le personnel de maîtrise ; ce fut un « non » catégorique. « Nous voulons une réponse ».

L'Éclaireur, 18 juin 1968

interruption de séance les comptes rendus avec les salariés sont tendus ! Les ouvriers jouent au palet et la chanson « Tout va très bien, Madame la Marquise » tourne en boucle sur un électrophone, ce qui n'amuse guère le Directeur Général. Il fait une chaleur très lourde. Les grévistes bloquent l'entrée de l'usine pour empêcher la sortie des non-grévistes et stoppent la circulation sur la route devant l'entreprise.

Le Directeur du Bureau d'Etudes qui, avec d'autres cadres, se trouve dans la foule des grévistes,

tente de justifier le bien-fondé du partage hiérarchisé, ce qui envenime la situation. Il est pris à partie par des ouvriers menaçants. Après des heures de négociations sans résultat, la tension est de plus en plus explosive et prolonger le face à face dans les murs de l'entreprise devient risqué...

Tout semble bloqué quand le délégué CFDT Jean Gilois obtient que la réunion se tienne dans un endroit neutre, en l'occurrence à la mairie. Les salariés, très remontés, envisagent de suivre les délégués à la mairie mais ceux-ci leur demandent de rester devant l'entreprise.

Finalement, lors de cette réunion à la mairie, la Direction accepte que la répartition des bénéfices soit uniforme. Peu après 20 h, les délégués peuvent revenir annoncer une bonne nouvelle : sous réserve de critères d'ancienneté, chacun des 1 650 salariés de l'entreprise Huard touchera une prime de 260 F.

Le travail reprend normalement le mercredi 19 juin.

Chez Huard, cette belle journée de juin très animée et à l'ambiance festive est restée dans les mémoires sous le nom de la "kermesse", preuve que les ouvriers en avaient gardé un bon souvenir avec une belle victoire syndicale à la clé...

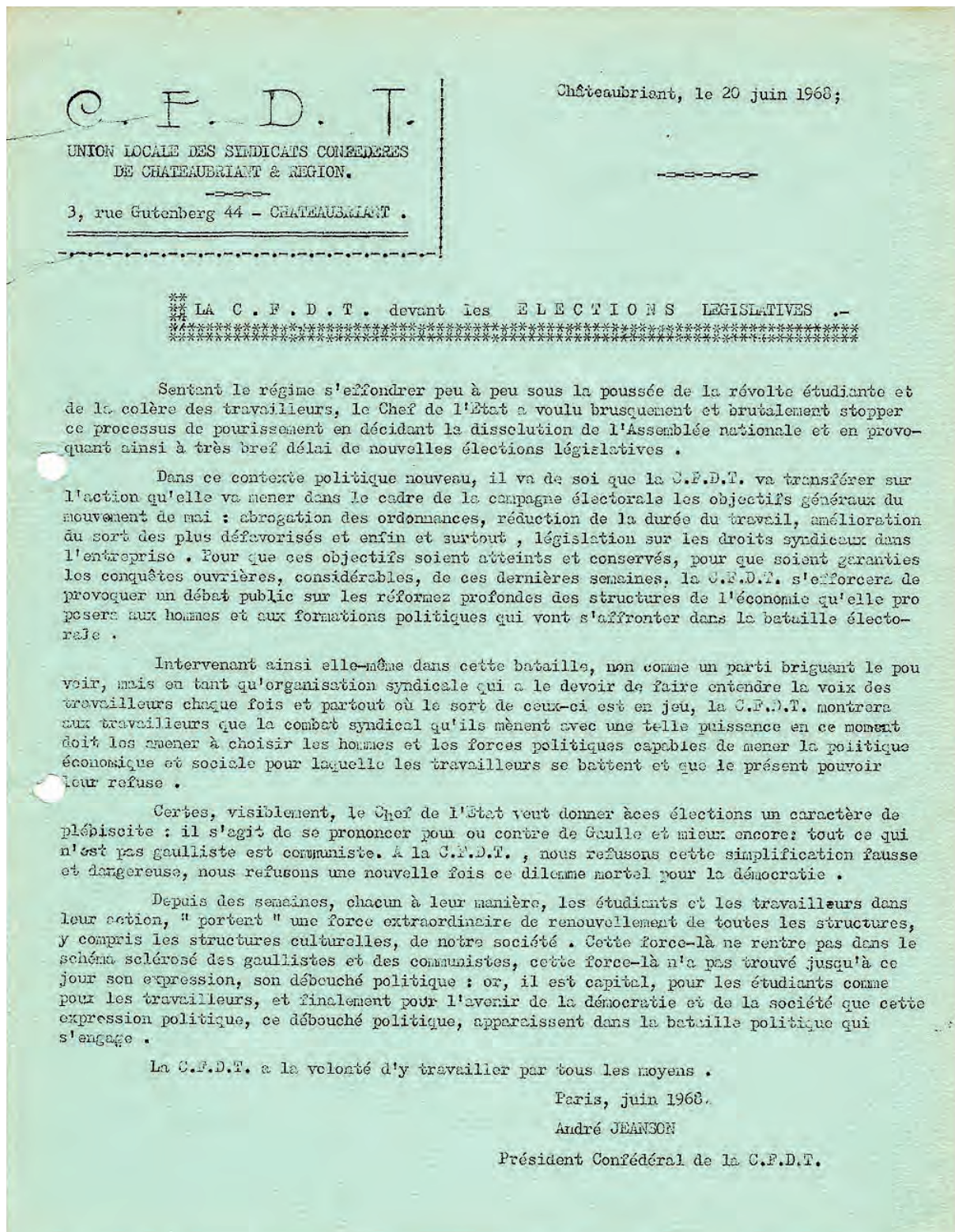


Ouest France,
12 juin 1968

Législatives de juin : cruelle déception

Les résultats du premier tour des législatives n'ont laissé aucun espoir de changement politique. Xavier Hunault a été réélu dès le 1^{er} tour avec 72,17 % des voix. Les scores des trois autres candidats (le PC avec 7,45 %, la FGDS avec 8,84 % et le PSU avec 11,54 %) ne donnent aucun espoir. Ils marquent seulement la percée de Louis Dubosq et René Philippot, candidats issus du mouvement populaire (avec le soutien du PSU).

L'UL CFDT de Châteaubriant a répercuté les positions de la Confédération mais ce tract distribué symboliquement le jour du deuxième tour prend la valeur d'un message de fond au-delà de cette période électorale de juin 1968.



Continuons le combat syndical

Le 21 juin 1968 ;

C. F. D. T.
SYNDICAT DES METAUX DE CHATEAUBRIANT
3, rue Gutenberg, 3 - Châteaubriant

*** Elections
*** aux Ets. HUARD

*** MENCREDI 26 JUIN 1968 : Délégués du Personnel

*** JEUDI 27 JUIN 1968 : Comité d'Etablissement

Chers Camarades,

Traditionnellement, tous les ans pour les Délégués du Personnel, tous les deux ans pour le Comité d'Etablissement, la C.F.D.T. rend compte du mandat que vous avez confié à ses militants, fait le point et présente ses candidats .

L'extraordinaire prise de conscience qui s'est effectuée à l'occasion des événements que nous venons de vivre et qu'en fait nous continuons de vivre, les révélation, les richesses, les insuffisances, les divergences, les remises en cause, l'effondrement des clichés, les découvertes (sont-ce d'ailleurs des découvertes ou des évidences que l'on s'ingéniait à nier ?) ; les choix fondamentaux et singulièrement ceux des diverses Organisations Syndicales, chacune en ce qui la concerne, font que ces élections sont d'une importance capitale et constituent un test d'une importance particulière .

Quelques thèmes de réflexions permettront d'illustrer cette affirmation du Syndicat des Métaux C.F.D.T. :

- Sans doute un gigantesque raz de marée d'hommes et de femmes s'est-il dressé face à une civilisation d'asservissement où les rapports sont organisés de banquiers à robots . Mais a-t-on honnêtement le droit de chanter victoire quand il n'en est résulté que quelques avantages sociaux et une augmentation de salaires qui va être rapidement neutralisée par les augmentations de prix et le processus d'inflation amorcé ?
- La société actuelle est non seulement remise en cause mais condamnée à terme : toute assertion contraire serait imbécillité . Mais le mythe du "grand soir" n'est-il pas lui aussi condamné ? N'est-il pas grand temps de sortir et des rassurantes autosatisfactions et des slogans usés pour fabriquer une société nouvelle ?
- Il faut certes une hiérarchie et nous en sommes bien d'accord . Mais s'agit-il d'une hiérarchie des valeurs et des compétences ou d'une hiérarchie de clans et de castes ? La notre est-elle saine ? Sur quels critères s'appuie-t-elle ?
- Quel est le type du meilleur Délégué ? Le compère ou le comparse ne faisant le plus souvent que de la figuration ? Celui qui s'en tient à l'expression théorique du point de vue de son Organisation ? Ou celui qui essaie d'allier la lutte pour une société plus juste, fusse au prix de quelques traumatismes, à la pénétration des réalités économiques et sociales de son entreprise .

C'est en fonction des réponses personnelles que vous apporterez à ces questions que la C.F.D.T. vous demande de vous déterminer .

Le Bureau Syndical C.F.D.T.

Et la CFDT a gagné ! Deux nouveaux sièges pour les Délégués du personnel, l'un dans le collège "Jeune" ce qui est d'une profonde signification, l'autre dans le collège "Ouvrier fonderie". La CFDT a également approché de très près un siège supplémentaire dans le collège "Ouvrier usine".

« Le syndicat des métaux CFDT s'est présenté aux élections en toute sérénité, en refusant toute équivoque, sans se soucier de ménagement opportuniste ou tactique, sans être influencé par aucune vocifération, avec le seul but de poser les problèmes de fond et, la preuve en est faite, il a eu raison. » (Tract du 28 juin 1968)

Conclusion

Un bilan contrasté

Mai 68 a fait rêver les salariés et les militants syndicaux qui se sont beaucoup investis dans ce mouvement. Son exceptionnelle ampleur laissait espérer des résultats allant au-delà des mesures de Grenelle. Mais la reprise en main et la dramatisation par la droite, le manque de préparation et de vision de la gauche pour apporter des réponses politiques à l'immense espoir qui s'était levé ne se traduit pas dans les urnes au mois de juin.

Pour autant Mai 68 n'a pas été un échec. Les succès syndicaux n'étaient pas négligeables, principalement en matière de salaires et de droit syndical dans les entreprises. Les salariés des petites entreprises ont beaucoup gagné, mais moins ceux d'une entreprise comme Huard. Les premiers avaient des salaires bas et pas de droit syndical. Les seconds du fait de leur nombre et de l'action des organisations syndicales avaient déjà obtenu certains des avantages qui ont été généralisés à tous par le protocole d'accord de Grenelle. D'autres encore ont ressenti un goût d'inachevé par rapport à tout ce qu'ils attendaient de ce puissant mouvement social. Mais la CGT avait voulu mettre fin à ce conflit qui lui échappait. Malgré des avancées certaines, la reprise du travail avait été pénible et ils avaient eu l'impression d'être passés à côté de quelque chose.

Une école de l'engagement

Du fait de mon âge et de ma situation d'apprenti à la veille de l'examen, je n'ai pas été actif dans le mouvement et n'ai pas pu participer aux manifestations. Pendant mon apprentissage j'avais rejoint la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), qui m'a fait découvrir la dimension collective du monde ouvrier et la solidarité. Cette période m'a marqué et a contribué à me donner ce qu'on appelle une « conscience ouvrière. » Dès la fin de l'apprentissage j'ai été contacté par le « délégué jeunes » de la CFDT chez Huard et j'ai adhéré car je me sentais proches des revendications et des valeurs portées par ce syndicat.

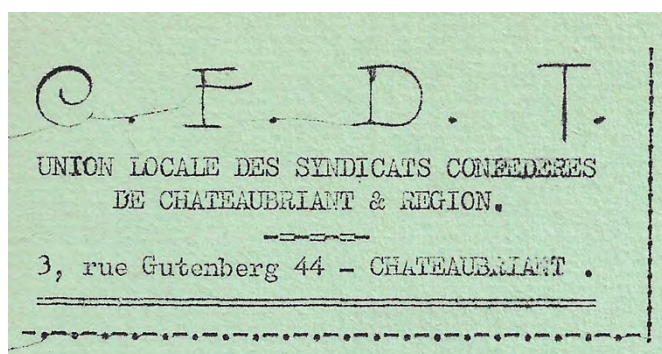
Yves LE GALL, ouvrier chez Huard

Certaines personnes disaient que Mai 68 n'avait rien changé : pas d'accord ! Il y eut beaucoup de changements par la suite : davantage de discernement et d'éveil dans les domaines politique, syndical, de la morale, du rapport à la religion et dans les modes de vie.

Joseph et Marie-Jo Boucherie, agriculteurs

On voit donc combien ce printemps a changé la vie des grévistes engagés dans l'action : ils ont découvert la solidarité, la combativité, inventé de nouvelles formes d'organisation, pris conscience de la chape de plomb qui pesait sur la société et qu'une vie meilleure, plus libre, plus épanouie était possible.

À Châteaubriant comme ailleurs, les liens se sont renforcés entre les acteurs syndicaux, ouvriers, paysans, enseignants. Le bouillonnement d'idées s'est accentué et de nouvelles générations de militants se sont engagées dans l'action syndicale suite à ce printemps de l'espoir.



La publication du livre « Le mai 68 de la CFDT en Loire-Atlantique » a fait naître des vocations chez les militants de l'Union locale des retraités CFDT de Châteaubriant : recueillir des témoignages, récolter des documents et des photographies pour écrire l'histoire locale de la CFDT.

Le cinquantenaire des événements de Mai 68 a obligé à travailler dans l'urgence. Mais la volonté de continuer la démarche entreprise a d'ores et déjà enclenché d'autres projets.

Cette brochure a été réalisée grâce au soutien financier de l'Union Locale des Retraités CFDT de Châteaubriant et région et de l'UTR CFDT 44.

Rédaction - réalisation : Monique Martin et Yves Le Gall, avec le concours d'Andrée Baubry, Geneviève Rétif, Bernard Provost et tous ceux qui ont apporté leurs témoignages.

Mise en page : Dominique Veneau.

Le mai 68 de la CFDT en Loire-Atlantique

À l'Ouest,
tout a commencé le 8 mai :
témoignage de Daniel Palvadeau

Édition mise en forme et illustrée
par le Groupe Histoire CFDT 44

Éditions
du
cht

Dans la foulée des événements de mai-juin 1968, Daniel Palvadeau, secrétaire général de l'Union départementale de la CFDT, prend la plume pour relater sa vision des événements et le rôle qu'y joua son organisation. Il livre ainsi une chronique des événements qui ont marqué toute une génération de travailleurs... et bien au-delà, soulignant la singularité de Mai-68 en Loire-Atlantique où, plus qu'ailleurs, travailleurs des villes et des champs furent

coude à coude pour imposer leurs revendications et contester le régime gaulliste.

Jusqu'à aujourd'hui, ce récit militant n'était connu que d'un cercle réduit de militants et de chercheurs. Cinquante ans après, le groupe Histoire CFDT 44 a décidé, en accord avec l'auteur, de lui donner une nouvelle jeunesse avec des notes explicatives et de nombreuses illustrations.

Avril 2018

Contact : histoire.cfdt44@orange.fr

Blog : groupehistoirecfdt44.blogspot.fr

Site : paysdelaloire.cfdt.fr - rubrique "Histoire"

Imprimerie *La Contemporaine*,
44980 Sainte-Luce-sur-Loire

**GROUPE
HISTOIRE
CFDT 44**